



MARRE D'ÊTRE EXEMPLAIRES

TOUTES LES RAISONS D'ÊTRE EN GRÈVE LE 18 NOVEMBRE



Une fois encore, au nom de l'exemplarité, la DGFIP supportera en 2016, **54% des suppressions d'emplois** alors qu'elle ne représente que **6% des effectifs** de la Fonction Publique d'Etat.



Chaque année, les suppressions d'emplois représentent **la totalité des effectifs d'une Direction Départementale** des Finances Publiques comme la Gironde. C'est inacceptable !



Comme toujours, les **conditions de travail** des agents des Finances Publiques s'en trouvent davantage **dégradées** pendant que des **missions** sont **abandonnées** en catimini.



Pour faire face, la DGFIP est entrée dans une **spirale infernale de fermetures** de postes et de services au mépris des besoins réels des contribuables et usagers. Elle veut accréditer l'idée que le regroupement des services améliorera les conditions de travail, mais c'est un leurre. Au contraire, il sera ainsi plus facile encore de **continuer à supprimer des emplois**.



Les budgets de fonctionnement diminuent d'année en année et **la DGFIP n'a plus les moyens d'exercer ses missions**, alors que nos concitoyens, notamment les plus démunis, sont en droit d'attendre autre chose que des services en ligne aussi performants soient-ils.

Pendant ce temps,



Nos **carrières** sont de moins en **moins attractives** et notre **rémunération** n'est **plus à hauteur** ni des efforts demandés ni de la technicité requise ;



Notre **pouvoir d'achat diminue** inexorablement alors que le **point d'indice est gelé depuis 6 ans**, que nous supportons l'augmentation de la retenue pension civile et la suppression de l'indemnité compensatrice ;



Nos **droits et garanties**, relevant du Statut Général et de nos statuts particuliers, sont **remis en cause** par le protocole PPCR-AFP (parcours professionnels, carrières, rémunérations ou avenir de la Fonction Publique) qui entérine la mobilité forcée ;



Les quelques dispositions des **règles de gestion** qui nous étaient les plus favorables sont **remises en cause sans discussion ni contrepartie** par le Directeur Général ;



Nous devons subir les **restructurations** et les **fermetures** de sites sans discussion et sans égard ; l'administration justifie ces fermetures au motif que ces postes ne seraient plus viables alors qu'elle est, et elle seule, en leur ayant retiré les moyens de fonctionner, responsable de leur situation.

Là où des actions ont été engagées contre les restructurations, les ministres ont tenus compte des réactions et n'ont pas validé toutes les propositions des directions locales. **L'action et la détermination paient**.

Le 18 novembre, collectivement, agissons pour notre avenir.

Le 18 novembre, démontrons tous ensemble que nous ne nous résignons pas.

Le 18 novembre, défendons collectivement notre conception de la DGFIP et du service public.

Le 18 novembre, adressons au Directeur Général le message qu'à partir de ce jour, il devra compter avec les personnels et que nous ne serons jamais des pions.

LE 18 NOVEMBRE, NOUS EXIGERONS :



L'arrêt des suppressions d'emplois, restructurations et fermetures de sites



Des moyens à la hauteur des enjeux d'un service public de qualité



La reconnaissance financière de nos qualifications



Le maintien des statuts particuliers

Les trois principaux syndicats des Finances Publiques **F.O.-DGFIP**, Solidaires et CGT ont décidé d'appeler ensemble les agents des Finances Publiques à la grève le 18 novembre



**LE 18 NOVEMBRE
SOYONS EXEMPLAIRES
DANS L'ACTION**